

**JEAN-CLAUDE  
MICHÉA**

**L'EMPIRE  
DU MOINDRE MAI**

ESSAI SUR LA CIVILISATION LIBÉRALE

CLIMATS





# L'EMPIRE DU MOINDRE MAL

DU MÊME AUTEUR

- Orwell anarchiste tory*, Climats, 1995, nouvelle éd. 2000.
- Les Intellectuels, le Peuple et le Ballon rond*, Climats, 1998, nouvelle éd. 2003.
- L'Enseignement de l'ignorance*, Climats, 1999, nouvelle éd. 2006.
- Les Valeurs de l'homme contemporain* (avec Alain Finkielkraut et Pascal Bruckner), éditions du Tricorne – France Culture, 2001.
- Impasse Adam Smith*, Climats, 2002, rééd. Flammarion, coll. « Champs », 2006.
- Orwell éducateur*, Climats, 2003.

*Jean-Claude Michéa*

L'EMPIRE DU  
MOINDRE MAL

*Essai sur  
la civilisation libérale*

CLIMATS

© Climats, un département des éditions Flammarion, 2007.

CLIMATS

87, quai Panhard et Levassor  
75647 Paris cedex 13

ISBN : 978-2-0812-0705-9

*À Linda Kizico Hudan.  
Sans son humanité, sa culture  
et ses précieux encouragements,  
ce petit livre n'aurait jamais vu le jour.*





Le point de départ de *L'Empire du moindre mal* est une conférence donnée en janvier 2007, à l'invitation de mon ami André Perrin, dans le cadre d'un stage de formation des professeurs de philosophie de l'académie de Montpellier. Sous une forme entièrement refondue, elle constitue la trame du premier chapitre. Comme tout travail théorique, cet essai comporte un grand nombre de notes. Pour faciliter la tâche du lecteur, j'ai fait en sorte que celles qui suivaient chaque chapitre, bien que correspondant chaque fois à un point précis du texte, puissent être lues comme des « scolies », c'est-à-dire comme autant de petites précisions indépendantes (et ceci vaut également pour les notes qui accompagnent ces scolies). On pourra donc, sans le moindre inconvénient, lire cet essai de façon linéaire.



*Winston Churchill disait de la démocratie qu'elle était le pire des régimes « à l'exception de tous les autres ». Il serait difficile de trouver une formulation plus appropriée de l'esprit libéral. Autant ce dernier, en effet, manifeste un optimisme sans faille quant à la capacité des hommes de se rendre « maîtres et possesseurs de la nature », autant il fait preuve d'un pessimisme profond dès qu'il s'agit d'apprécier leur aptitude morale à édifier par eux-mêmes un monde décent. Comme on le verra plus loin, ce pessimisme trouve son origine dans l'idée, éminemment moderne, selon laquelle c'est précisément la tentation d'instituer, ici-bas, le règne du Bien et de la Vertu, qui constitue la source ultime de tous les maux qui n'ont cessé d'accabler le genre humain. Cette critique de la « tyrannie du Bien » a, naturellement, un prix. Elle oblige à considérer la politique moderne comme un art purement négatif : celui de définir, en somme, la moins mauvaise société possible. C'est en ce sens que le libéralisme doit être compris, et se comprend lui-même, comme la politique du moindre mal.*



# I

## L'unité du libéralisme

Il ne fait guère de doute que si Adam Smith ou Benjamin Constant revenaient parmi nous (ce qui permettrait déjà de relever considérablement le niveau du débat politique), ils éprouveraient les plus grandes difficultés à reconnaître la rose de leur libéralisme dans la *croix du présent*<sup>1</sup>. De là, sans doute, l'incroyable confusion intellectuelle qui règne à présent sans partage quant à l'usage de ce mot. Il conviendrait ainsi, pour beaucoup, de distinguer un « bon » libéralisme politique et culturel et un « mauvais » libéralisme économique ; et la critique de ce dernier devrait elle-même être nuancée selon qu'on aurait affaire à un « vrai » libéralisme, à un « néo-libéralisme » ou à un « ultra-libéralisme ».

---

1. La célèbre manufacture d'épingles d'Adam Smith n'emploie que dix ouvriers. L'auteur de la *Richesse des nations* n'imaginait évidemment pas un seul instant ce que pourrait concrètement signifier, un jour, le règne planétaire des fonds de pension et des grandes firmes transnationales, sans même parler des sociétés écran et de l'économie mafieuse. Matthieu Amiech apporte sur ce point des précisions très intéressantes, dans une étude consacrée aux « États-Unis avant la grande industrie », parue dans le numéro de décembre 2006 de la revue *Notes & Morceaux choisis* (Éditions La Lenteur).

La thèse que j'entends défendre ici a au moins le mérite de simplifier la question. Je soutiens, en effet, que le mouvement historique qui transforme en profondeur les sociétés modernes doit être fondamentalement compris comme l'*accomplissement logique* (ou la vérité) du projet philosophique libéral, tel qu'il s'est progressivement défini depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, et, tout particulièrement, depuis la philosophie des Lumières. Cela revient à dire que le monde sans âme du capitalisme contemporain constitue la seule forme historique sous laquelle cette doctrine libérale originelle pouvait se réaliser dans les faits. Il est, en d'autres termes, le *libéralisme réellement existant*. Et cela, nous le verrons, aussi bien dans sa version économiste (qui a, traditionnellement, la préférence de la « droite ») que dans sa version culturelle et politique (dont la défense est devenue la spécialité de la « gauche » contemporaine et, surtout, de l'« extrême gauche », cette pointe la plus remuante du Spectacle moderne).

Pour défendre cette thèse, dont je me doute bien qu'elle est très loin de faire l'unanimité, il est indispensable d'apporter deux précisions préalables. Parler de « logique libérale » implique, pour commencer, que l'on sépare soigneusement les *intentions* des différents auteurs classiques des effets politiques et civilisationnels que leur système de pensée a contribué à produire de façon, selon moi, inévitable. C'est là, remarquons-le, un exercice qui ne devrait pas dépayser les libéraux, dans la mesure où ils admettent généralement, avec Adam Ferguson, que le mouvement réel des sociétés est d'abord « le résultat de l'action

humaine et non pas celui de l'intention humaine<sup>1</sup> ». Il s'agit, de toute façon, d'un exercice aussi ancien que la philosophie elle-même puisque, après tout, c'est la méthode qu'utilise Platon, dans le *Gorgias*, pour dévoiler les enjeux réels de la sophistique. On se souvient, en effet, que la critique platonicienne se développe en trois temps. La première partie du dialogue met en scène l'axiomatique de Gorgias, lequel représente, si l'on veut, le Adam Smith de la rhétorique. À cette première passe d'armes succède l'examen critique des positions de Polos, disciple de Gorgias qui a su exploiter certaines des implications philosophiques de l'axiomatique initiale devant lesquelles, pour des raisons de décence personnelle, son maître avait en général reculé. Ce deuxième moment correspond à la « rhétorique réellement existante » dans l'Athènes du IV<sup>e</sup> siècle. Le dialogue s'achève enfin sur l'intervention de Calliclès, personnage nécessairement imaginaire puisqu'il symbolise pour Platon tout ce que la sophistique *pourrait* devenir un jour si, par malheur pour la Cité, elle exécutait toutes les virtualités dont son programme est logiquement porteur. C'est là une façon de conclure que si Gorgias ne saurait être confondu avec Calliclès, il est cependant, en un sens, intellectuellement responsable de toutes les conséquences qu'un éventuel « Calliclès » pourrait tirer de ses postulats.

Mais parler de « logique libérale » implique également que, par-delà la multiplicité des auteurs et les nombreuses différences qui les opposent sur tel ou tel point, il est

---

1. Adam Ferguson : *An Essay on the History of Civil Society* – 1767 (trad. fr., PUF, 1992).



possible de traiter le libéralisme comme un courant dont les principes non seulement peuvent, mais, en fin de compte, *doivent* être philosophiquement unifiés. C'est évidemment ce point que de nombreux lecteurs hésiteront à concéder. Car si tel est bien le cas, cela rend beaucoup plus difficile l'opération habituelle de ceux qui, à l'image d'une grande partie de la gauche et de l'extrême gauche contemporaines, s'emploient à opposer radicalement le libéralisme politique et culturel (défini comme l'avancée illimitée des droits et la libéralisation permanente des mœurs) et le libéralisme économique – les développements émancipateurs du premier étant fondamentalement indépendants des nuisances du second.

J'ai parfaitement conscience du caractère périlleux de ce genre d'exercice, comme chaque fois, du reste, que l'on doit, dans l'histoire des idées, définir un « isme » quelconque ; et cela d'autant plus, naturellement, que le courant en question s'étend sur plusieurs siècles. La mise en évidence d'*une logique philosophique* suppose toujours, par définition, un travail de reconstruction conceptuelle et, par conséquent, des simplifications, des choix et des interprétations qui sont tout sauf idéologiquement neutres. Il va de soi que j'assume entièrement ces partis pris. J'espère seulement qu'on ne me reprochera pas d'avoir majoré inconsidérément, en procédant ainsi, l'importance des Calliclès par rapport à celle des Polos et des Gorgias du libéralisme.

Une dernière difficulté, d'ordre terminologique, doit encore être écartée. Carl Schmitt écrivait, en 1928, qu'« il

n'y a pas de politique libérale *sui generis*, mais seulement une critique libérale de la politique ». Si par « libéralisme », on entend désigner ainsi une posture politique strictement *défensive* – celle, par exemple, qui soutient habituellement les différents combats pour les libertés *démocratiques* fondamentales partout où elles se trouvent menacées, détournées de leur sens, ou abolies – alors je n'ai évidemment rien à objecter contre un tel « libéralisme ». Orwell, lui-même, n'hésitait pas à se référer à l'héritage des « vieux libéraux » du XIX<sup>e</sup> siècle anglais, lorsqu'il lui arrivait de prendre le mot en ce sens très particulier. Mais le libéralisme, tel qu'il est aujourd'hui en débat, représente un idéal politique beaucoup plus précis, et d'une tout autre ampleur philosophique. Il renvoie, en effet, au projet d'une transformation radicale de l'ordre humain, dont la mise en œuvre doit nécessairement prendre appui sur des politiques gouvernementales déterminées. Il est assurément significatif, de ce point de vue, que les mots mêmes d'« idées libérales » et de « libéralisme » ne soient apparus, pour ce qui est du cas français, qu'*après Thermidor* (notamment dans *Des réactions politiques*, ouvrage fondateur s'il en est, publié en 1797 par Benjamin Constant). Ce n'est, d'ailleurs, qu'*après 1815* que ces termes entreront définitivement dans le vocabulaire politique (où ils serviront longtemps à désigner – il est intéressant de le souligner – l'*opposition parlementaire de gauche* aux puissances de la droite et de la *réaction*). Le projet *positif* d'une société libérale (et, par conséquent, celui d'un « libéralisme de gouvernement ») apparaît donc indissociable du nouveau cadre idéologique défini à la

même époque par Auguste Comte : comment est-il possible, dès lors qu'on prend acte, après la Révolution française, de l'impossibilité d'un retour autre qu'imaginaire aux sociétés traditionnelles de l'Ancien Régime, d'instituer un ordre social moderne, c'est-à-dire conforme aux aspirations fondamentales d'une humanité devenue enfin « majeure » ? En rappelant ce point, je n'oublie certes pas que les premiers essais partiels pour expérimenter un libéralisme de gouvernement ont eu lieu, en France, sous la Monarchie elle-même (cf. les politiques de déréglementation du commerce des céréales conduites par Laverdy et Maynon d'Invault entre 1764 et 1770, expériences dont la critique opérée par Diderot, dans son « Apologie de l'abbé Galliani », est toujours très instructive)<sup>1</sup>. Je n'oublie pas davantage la phase initiale de la Révolution, et le rôle décisif, en particulier, du décret Allard et de la loi Le Chapelier. Il n'en reste pas moins que c'est avant tout comme projet *postrévolutionnaire*, c'est-à-dire rendu possible par la destruction définitive des bases de l'Ancien Régime, que le libéralisme philosophique a pu devenir historiquement agissant, jusqu'à constituer, de nos jours, le principal (sinon l'unique) principe actif des politiques gouvernementales et des transformations civilisationnelles de l'Occident (et, à travers celles-ci, de la planète tout entière). C'est en ce sens, et seulement en ce sens, que le terme de libéralisme sera utilisé ici.

---

1. Le texte a été réédité en 1998 (Agone Éditeur), précédé d'une remarquable mise au point de Michel Barrillon, *Diderot dans la première bataille du libéralisme économique*.

La doctrine libérale n'est pas apparue dans l'Histoire comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. La logique qui en commande les réponses ne prend, en réalité, tout son sens qu'une fois réinscrite à l'intérieur du projet occidental moderne et des questions qui le définissent. Le libéralisme, en effet, n'est pas seulement inséparable de ce projet. Il en constitue, à vrai dire, le seul développement théorique cohérent puisqu'à la différence, par exemple, de l'idéal républicain – qui continue d'accorder une place importante aux vertus antiques – ou encore du socialisme originel – qui maintient une référence essentielle aux idées de morale et de communauté – il n'entend emprunter aucune de ses articulations majeures aux traditions philosophiques antérieures. Contrairement à l'idée absurde, mais particulièrement répandue à gauche, selon laquelle les politiques libérales seraient par essence « conservatrices » ou « réactionnaires » (classifications qui remontent d'ailleurs en grande partie, ironie de l'Histoire, à Benjamin Constant), il convient de voir dans le libéralisme l'*idéologie moderne par excellence*. Il est donc indispensable, si l'on veut en exposer la logique, de revenir brièvement sur les sources du projet moderne lui-même.

Pour comprendre la nature de ce dernier, encore faut-il se garder de toute illusion rétrospective ou ethnocentrique (précaution méthodologique généralement négligée). Il s'agira donc d'éviter, autant qu'il est possible, d'expliquer les moments fondamentaux de sa genèse en s'appuyant essentiellement sur des schémas idéologiques apparus avec

## Table

Avertissement .....	9
I. L'unité du libéralisme.....	13
II. Questions de méthode .....	63
III. « Société ouverte » et politique de la nécessité..	75
IV. Tractatus juridico-economicus .....	91
V. Égoïsme et <i>common decency</i> .....	131
VI. L'inconscient des sociétés modernes.....	161
VII. De l'empire du moindre mal au meilleur des mondes .....	197

Composition et mise en page



N° d'édition : L.01EHBN000166.N001  
Dépôt légal : septembre 2007